

Déclaration des représentants des personnels au CTL du 16 avril 2018

Monsieur le Président,

31 mai 1793, 13h32, Claude Joseph Rouget de L'Isle tranquillement installé à siroter une vodka-martini (à la cuillère, pas au shaker !), à la terrasse d'un café parisien, discute avec son ami Ignace Pleyel. Il s'inquiète : « Cela va très mal, j'entends chanter la Marseillaise... ». On le saura plus tard, mais il a bien raison de se faire du souci. Une période sombre de la Révolution française va bientôt s'ouvrir...

15 mai 1848 Armand Barbès, Auguste Blanqui, François-Vincent Raspail et "l'ouvrier Albert" (Alexandre Martin) sont en pleine partie de belote. Arrive alors une foule de 50 000 personnes qui les emporte et les pousse devant eux. Ils investissent sans vraiment le vouloir le Palais Bourbon où siège l'Assemblée nationale. La manifestation, qui à l'origine était initiée pour demander une intervention française en Pologne, tourne au coup d'Etat. Les joueurs de carte atterrissent en prison...

3 mai 1968, 20h35, Jacques Sauvageot, paisiblement attablé avec son "copain de fac" Daniel Cohn-Bendit devant la célèbre émission télévisée, présentée par Pierre Bellemare, la caméra invisible, se font malproprement embarquer par les CRS. A partir de là, c'est l'escalade, qui va mener aux évènements que l'on sait.

Tout ça pour vous dire, Monsieur le Président, que parfois, de petits évènements, anodins en apparence, ne sont pas dépourvus de conséquences.

22 mars 2018, 500 000 manifestants protestent contre les attaques sans précédent d'un gouvernement dogmatique, bien décidé à réduire à néant le statut de la Fonction Publique. Du fait de l'ampleur des mobilisations et des taux de grève enregistrés, cela semble une journée marquante.

Au plan national, 33,56 % de grévistes ont été dénombrés pour l'ensemble du ministère, 38,89 % à la DGFIP (score le plus élevé depuis la fusion des deux administrations), plus de 14 % pour la Fonction publique, et 48,32 % à la DDFIP de Vendée.

Cette journée du 22 mars restera-t-elle un évènement anodin ?

Compte tenu de l'étendue de l'attaque initiée par ce gouvernement envers la Fonction Publique dans son ensemble, nous ne le croyons pas !

Un premier volet du plan gouvernemental annonce le recours à la contractualisation, des plans de départ et d'autres dispositions dont le point commun est bien la remise en cause du statut. Ce statut créé rappelons le, dans le but principal de constituer une garantie pour les citoyens, notamment en termes d'indépendance vis-à-vis du pouvoir politique et de continuité des missions.

Un second volet sera prochainement dévoilé dans le cadre des travaux de CAP 2022 qui prétend avoir analysé l'ensemble des missions publiques en quelques mois et annoncera ce mois-ci des abandons, des transferts et des privatisations des missions publiques. Un constat s'impose : jamais dans la Cinquième République, un gouvernement n'avait porté un coup aussi rude à l'action publique.

A terme, nous allons assister au dynamitage de la Fonction publique qui aura pour conséquence une attaque en règle des solidarités par une fragilisation du service public. Ainsi les choses sont claires : le gouvernement choisit de s'attaquer frontalement aux fondamentaux de la Fonction publique.

Les principales victimes en seront les personnels et les citoyens.

Dans ce plan d'attaque global, la DGFIP est particulièrement visée. Outre les suppressions d'emplois et les réductions de budget prévisibles, et outre les craintes sur l'avenir de certaines missions comme la gestion des comptes des collectivités locales, le contrôle fiscal, le recouvrement, le SPF, les propos du Premier Ministre et du Ministre de la Fonction publique lors de leurs déclarations récentes trahissent une méconnaissance confondante des réalités. Ce gouvernement affiche un mépris pour le travail des agents de la DGFIP qui sont au service de l'intérêt général.

Monsieur le Président, je vous crois très attaché à la loyauté. Mais la loyauté doit être réciproque, sinon, c'est de la servilité.

Quand le Ministre de la Fonction Publique et le Directeur Générale des Finances Publiques parlent de la "loyauté" attendue des agents des Finances Publiques, que leur offrent-ils en retours ?

Nous pouvons dès aujourd'hui en établir une liste, hélas, non exhaustive :

- Suppressions d'emplois (plus de 38000),
- Réorganisations des services,
- Modifications dans l'exercice des missions, dilutions, abandons de celles-ci,
- Droit à l'erreur,
- Fermetures de sites,
- Transferts de tâches voire de missions au privé,
- Remises en cause des règles de gestion,
- Rétablissement du jour de carence,
- Baisse de salaire net au 1er janvier 2018,

Et, cerise amère sur gâteau, les agents subissent en 2018 le non abondement du plan ministériel de qualification, ce qui n'était plus arrivé depuis de nombreuses années.

C'est ça la loyauté ?

Au final, ce gouvernement a choisi de s'attaquer aux 3 piliers du modèle social : le Droit du Travail, la Protection Sociale et les Services Publics !

Nous sommes bien face à une attaque destructrice du modèle social français !

La DDFiP de Vendée a montré son mécontentement à 48,32 %, **Solidaires Finances Publiques** ne peut pas, après le boycott de la première convocation, faire comme si rien ne s'était passé.

Monsieur le Président, vous comprendrez bien que dans ce contexte, nous ne pouvons assister à un Comité Technique Local.